

Cinquante ans après les faits...

le négationnisme et la mémoire

*Quelques éléments pour en comprendre
la signification*



Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

Sommaire

Préface	page 1
Jean-Jacques Kirkyacharian	
Cinquante après, le négationnisme et la mémoire	page 3
Albert Lévy	
Annexe : Eléments d'actualisation	page 15
Commission du MRAP « lutte contre l'antisémitisme et le néo-nazisme »	
Extrait de « Si c'est un homme »	page 17
Primo Levi	

**Jean-Jacques
Kirkyacharian**

Préface

Président-délégué du MRAP,
chargé des questions internationales

Cette brochure reproduit le texte d'une conférence prononcée le 23 mai 1995 à Grenoble par Albert Lévy, ancien secrétaire général du MRAP et membre du comité d'honneur de notre Mouvement.

Nous le faisons suivre de quelques notes d'actualisation émanant de la commission « antisémitisme et néo-nazisme » qui ont trait notamment à la publication par Roger Garaudy, aux éditions de « La vieille taupe » du livre intitulé « Les mythes fondateurs de la politique israélienne ».

L'édition de cette conférence en brochure nous a paru s'imposer aujourd'hui ; en effet Albert Lévy pouvait noter que « le négationnisme ne faisait pas parler de lui » à ce moment-là. Ce qui s'est produit depuis révèle que le répit n'était que tactique. Les communiqués de victoire que Faurisson diffuse, permettent d'apprécier le renfort que lui apportent le livre de Garaudy et les déclarations de ceux qui l'ont soutenu, plus ou moins, car certains d'entre eux se sont rétractés depuis comme l'avait fait, dans des circonstances analogues le linguiste Noam Chomsky. Les néo-nazis ne se contentent pas de diffuser des libelles ; depuis quelques années ils font parler d'eux autrement : dans les tribunes des stades, par des agressions physiques, ou encore des profanations de cimetières comme celle de Carpentras.

La conférence d'Albert Lévy démonte avec précision les mécanismes de l'entreprise négationniste. Elle en éclaire la signification politique et montre très clairement le lien entre la lutte contre le racisme et la nécessité de combattre « les assassins de la mémoire » (pour reprendre l'expression de Pierre Vidal-Naquet).

En même temps qu'un appel à la vigilance, ce texte invite à agir pour une véritable amitié entre les peuples.

Rien n'est plus choquant en effet que de voir les vieux chevaux de retour de l'extrême droite se poser en champions de l'anti-impérialisme. Ou encore des représentants de l'ultra-gauche apporter leur concours à l'entreprise négationniste, sous le prétexte d'une contestation du sionisme ou de la politique israélienne.

Que des personnalités aussi respectables que l'Abbé Pierre aient pu se mêler à cette piteuse mais

inquiétante cohorte a quelque chose de consternant, mais en même temps donne la mesure de la confusion qu'on cherche à créer, en un temps où plus que jamais on a besoin de clarté.

Contester qu'il y ait eu une entreprise d'extermination systématique des Juifs d'Europe, comme des malades mentaux et des Tziganes est absurde et scandaleux (1).

Le « Livre Noir » a-t-il été rédigé par Ehrenbourg, Vassili Grossmann, Perets Markish pour servir de mythe fondateur à la politique israélienne et au sionisme ? En réalité c'est à l'extrême droite que Garaudy rend service, celle de chez nous, nostalgique du nazisme, celle de là-bas imprégnée des pires fanatismes et qui, en Israël et chez les Palestiniens, sèment la mort et les ruines pour briser l'espoir de la paix.

Le mythe Garaudy rejoint le mythe Vergès : défense de Klaus Barbie – et des SS – au nom de l'anticolonialisme comme si les services secrets américains avaient transféré Barbie en Amérique latine pour qu'il y entraîne les guérillas indiennes !

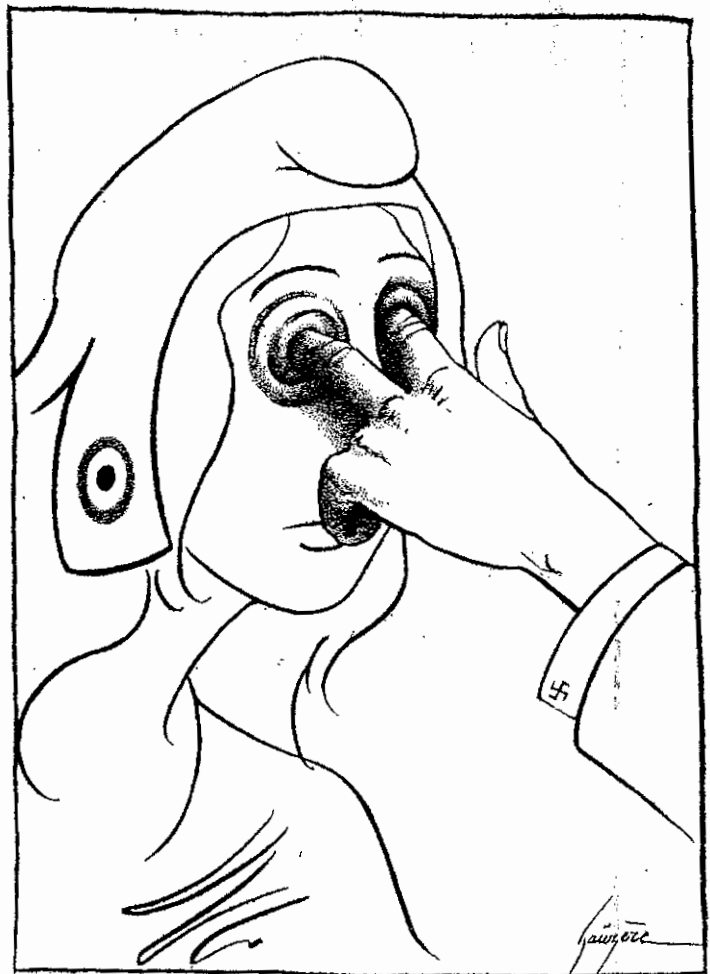
C'est donc au fond qu'il faut porter la discussion et l'y maintenir, comme le fait Albert Lévy. Le fascisme est un tout : racisme, chauvinisme xénophobe, interprétation délirante de l'Histoire, exaltation cynique de la force et du crime. L'hitlérisme a porté tout cela à un degré insoupçonné de cohérence, tout en cherchant à se donner des apparences présentables, bourgeoises : à la fin du Troisième Reich c'était plus difficile, mais cela a fonctionné un temps, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Allemagne.

La dénonciation nécessaire du crime hitlérien ne doit d'ailleurs pas nous servir d'alibi : le crime a eu lieu aussi en France, il a bénéficié de l'assistance de l'appareil d'Etat français, lequel a fait lui aussi jusqu'au bout des efforts pour paraître présentable, et trouve encore maintenant

des apologistes : on l'a constaté lors des obsèques religieuses de Touvier.

Faire la lumière sur ce qu'ont été ces événements, combattre les falsificateurs, demeure une tâche indispensable pour ceux qui veulent combattre le racisme aujourd'hui. Tel est le sens que le MRAP entend donner à la publication de cette brochure.

(1) Tout comme est scandaleuse la négation du génocide des Arméniens en 1915, et de tant d'autres abominations de l'histoire contemporaine que certains voudraient faire oublier, ou passer par pertes et profits (tels que les rafles ou massacres de Sétif en 1945, de Madagascar en 1947, de Paris le 17 octobre 1961...)



Albert Lévy

Cinquante ans après ... le négationnisme et la mémoire

Ancien secrétaire général du MRAP
Membre du comité d'honneur

Les célébrations et les polémiques autour du cinquantenaire de la victoire sur le nazisme montrent l'importance de la mémoire dans la conscience des peuples et des enjeux qui s'y attachent.

La mémoire collective s'élabore par l'intermédiaire de tous les agents qui concourent à former l'opinion publique : les médias, l'école, les groupements politiques et idéologiques, sous la pression toute-puissante des Etats, selon les orientations des gouvernants.

A propos d'un même événement, elle est donc sujette à variations ; elle est conditionnée par les idées (ou les intérêts) qui dominent à un moment et dans un milieu donnés. Si bien que les commémorations officielles du 8 mai nous éclairent

moins sur leur objet que sur les intentions des organisateurs. On pourrait transposer le proverbe : « Dis-moi ce que tu commémore et comment tu le commémore, je te dirai quelle est ta politique ».

C'est ainsi que la réalité du nazisme se trouve sollicitée,

biaisée, réduite, occultée, voire niée de multiples façons. Le négationnisme, dont on parle peu ces temps-ci, est la figure la plus radicale des manipulations intervenues depuis 1945. Il ne se confond pas avec les autres.

Pourtant, les débats de la dernière période nous invitent à le situer dans un contexte plus large que l'extrémisme où on le cantonne en général. Le rapprocher et le distinguer sans a priori des falsifications moins provocantes, moins sévèrement condamnées, devrait aider à en souligner la singularité ; mais permettre aussi de mieux saisir la nature de ce négationnisme rampant porté sur le devant de la scène à l'occasion du 8 Mai.

Les pionniers : Bardèche et Rassinier

On désigne par négationnisme, non pas une interprétation de l'Histoire, mais l'annulation pure et simple d'une partie de l'Histoire. Pour ceux qui se livrent à cet exercice, le génocide perpétré par l'Allemagne nazie à l'encontre des juifs et des Tsiganes n'a pas existé, et l'extermination par les chambres à gaz n'est rien d'autre qu'une fable inventée, pour en tirer profit, par les juifs et l'Etat d'Israël, avec la complicité tant des pays « communistes » de l'Est européen que des démocraties occidentales. Autrement dit, ces menteurs accusent le monde entier de mensonge. Par là même, ils exonèrent Hitler de ses crimes les plus atroces, les plus spécifiques et qui suscitent la réprobation la plus profonde.

Dans cette optique, le nazisme se mue en un régime digne de respect, antijuif certes – pour des raisons légitimes –, poursuivant une guerre sans merci contre des adversaires acharnés, mais régime dont les conceptions et les actes n'ont rien de spécialement répréhensible.

Ce travestissement concerté de la vérité a connu en France plusieurs phases. Dès le début des années 50, le cadre est en place, l'essentiel est proféré par deux pionniers : Maurice Bardèche et Paul Rassinier. Ce qui suivra relève d'adaptations circonstanciées, sans que rien ne change quant au fond.

Le négationnisme, à ce moment, ne se distingue pas des soubresauts et des séquelles du nazisme vaincu. Il apparaît sans conteste comme une tentative désespérée de dédouaner ce système criminel, alors que les peuples libérés découvrent toute l'horreur de ses méfaits et que ses dirigeants sont jugés. C'est la continuation des campagnes antisémites, hélas, bien connues : les juifs, toujours présentés comme une entité globale, sont encore vilipendés pour leurs « tares traditionnelles » : l'omnipotence, la rapacité, l'arrogance, la tromperie.

Maurice Bardèche publie en 1948 « Nuremberg ou la Terre promise ». Il se pose en continuateur de son beau-frère, Robert Brasillach, fusillé au lendemain de la Libération pour sa collaboration avec l'occupant, en particulier ses furieuses diatribes antijuives dans *Je suis partout*.

A cette date, il ne peut nier, de la part des nazis, une « volonté d'extermination des juifs ». Mais, ajoute-t-il, elle ne nous concerne pas, nous Occidentaux. Car ce sont essentiellement des Slaves qui ont été déportés, y compris de France : « Il n'y eut pas de déportations de Français, il y eut des déportations de juifs ; et si certains Français furent déportés en même temps qu'eux, c'est qu'ils avaient accepté ou qu'ils avaient paru accepter la défense de la cause juive ».

Ces quelques lignes suffisent à montrer son état d'esprit : la mise à mort des juifs étrangers, Slaves de surcroît, ceux que Pétain, Laval et Bousquet livraient si volontiers, n'a rien d'anormal ; par ailleurs, ce qu'il nomme « défense de la cause juive » représente, dans son langage, la Résistance, la lutte contre le nazisme. Les Français qui ont été déportés l'ont bien cherché, puisqu'ils se sont fourvoyés du côté de l'anti-France.

Poursuivi en 1951 pour apologie du crime de meurtre, Bardèche est assez lourdement condamné ; son livre est saisi et détruit.

Paul Rassinier, lui, s'il aboutit à de semblables aberrations, vient d'une mouvance différente. Membre du Parti communiste dans les années vingt, puis exclu, il adhère en 1932 au Parti socialiste SFIO, tendance super-gauche, soutient activement l'Accord de Munich et, après 1940, glisse au pétainisme et à l'antisémitisme. Mais, arrêté par la Gestapo en 1943 pour des raisons controversées, il est déporté à Buchenwald et Dora. A son retour, il devient député socialiste de Belfort. Battu en 1946, il abandonne la vie politique et déversera sa hargne anarcho-négationniste dans une douzaine de livres, jusqu'à sa mort, en 1967.

Arguant de sa qualité de témoin, il publie en 1950 « Le Mensonge d'Ulysse. Regard sur la littérature concentrationnaire », préfacé par un antisémite notoire, l'écrivain Albert Paraz, ami de Céline. Dans les deux camps qu'il a connus, il n'y avait pas de chambres à gaz, c'est vrai ; c'étaient des camps de travail, dits de la mort lente. Mais au lieu de s'en tenir à ce qu'il a vu, il généralise et récuse tous les témoins qui font état des chambres à gaz à Auschwitz, Majdanek, Belzec ou ailleurs.

« Il y en eut, écrit-il, pas tant qu'on le croit. Des exterminations par ce moyen, il y en eut aussi, pas tant qu'on le dit »... « Il se peut que certaines di-

rections de camps aient utilisé pour asphyxier des chambres à gaz destinées à un autre usage... « L'utilisation qui en a été faite dans certains cas relève d'un ou deux fous parmi les SS et d'une ou deux bureaucraties concentrationnaires pour leur complaire, ou vice versa ». Il poursuit : « De tous ceux qui ont si minutieusement décrit les horreurs de ce genre de supplice, par ailleurs parfaitement légitime aux Etats-Unis, il n'y a aucun témoin de visu ».

82% des détenus ont péri, il le concède. Comment ? Par la faim, les maladies, le froid, les exécutions pour sabotage, les mauvais traitements. Mais, à le croire, ces mauvais traitements ne provenaient pas des nazis : « Le national-socialisme, dans un geste de mansuétude, a voulu mettre ses adversaires hors d'état de nuire, mais aussi les protéger ». Et d'affirmer que les « maîtres » ont été dépassés par leurs « agents » : les kapos, les chefs de commandos, la « bureaucratie concentrationnaire », bref, des détenus « privilégiés », « plus agressifs et brutaux que les SS ». Et ces survivants coupables « ont vu dans les chambres à gaz l'unique et providentiel moyen d'expliquer tous ces cadavres en se disculpant ».

Telle est la « démonstration » de Rassinier qui fera école. Il évalue à un million maximum les juifs disparus dans les camps, chiffre que ses successeurs s'efforceront constamment d'amenuiser. Et puisque, selon ses dires, les juifs tués l'ont été par d'autres juifs, c'est là ce qu'il appelle, dans un livre de 1964, « Le drame des juifs européens ». Pire : « Le drame des juifs européens (...) est non pas que 6 millions d'entre eux ont été exterminés comme ils le prétendent, mais le fait qu'ils l'ont prétendu ».

Il précise : « Les 6 millions de juifs exterminés sont inventés pour permettre à Israël de toucher tant par tête de mort et de préparer tranquillement la 3^{ème} guerre mondiale ».

Il plaisante : « Sur ce nombre total, beaucoup se promènent par bandes de 50 000 dans certaines grandes rues du monde, qui ne peuvent prétendre avoir été gazés ». Les morts seraient-ils des membres de leurs familles ? Rassinier n'est pas dupe : « Bien entendu, le père, la mère, la soeur (ou le frère), la fille (ou le fils) indemnes peuvent tenir le même raisonnement dans d'autres

grandes rues du monde, sans que personne puisse le démentir ».

Ce soi-disant « socialiste » en vient donc aux slogans les plus éculés de l'antisémitisme, ce « socialisme des imbéciles » : le « complot » du judaïsme mondial, qu'il fait remonter aux temps bibliques, la domination perpétuelle, la responsabilité dans les guerres passées et futures.

Il compare les prétendues affabulations des juifs à la propagande française pendant la guerre de 14-18 pour dresser l'opinion contre les Allemands : par exemple, les mains coupées des enfants. Et lui, le pacifiste, l'anticolonialiste patenté, dénonce « l'abjection » de toute guerre, se dit au-dessus de la mêlée, renvoyant dos à dos avec une égale indignation les belligérants de 39-45.

Trois associations de déportés, qui poursuivent Rassinier en 1951, sont déboutées. Avant la Loi de 1972, pour se constituer partie civile, une association devait prouver qu'elle avait subi un préjudice en tant que telle, et non quant à l'objet de son action. En 1964, Rassinier poursuit *Le Droit de Vivre*, et la LICA retourne le procès contre lui ; il est à son tour débouté.

Le paroxysme de 1978-1980

Pendant cette phase de l'après-guerre, seuls réagissent les milieux sensibilisés, antiracistes et résistants. La campagne négationniste resurgit avec beaucoup plus d'éclat à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt.

Ses promoteurs s'efforcent de circonvenir l'opinion à la faveur de l'oubli et de l'ignorance des jeunes générations, en se donnant l'apparence d'une école historique non-conformiste, en quête d'une connaissance objective. Ils pensent se démarquer du néo-nazisme, qui dévalorise leurs thèses, en s'attribuant la qualification flatteuse de « révisionnistes », notion utilisée quand des historiens remettent en cause des analyses tenues auparavant pour satisfaisantes. Ils nomment « exterminationnistes » ceux qui s'en tiennent à la réalité.

L'entrée en lice d'un Robert Faurisson, professeur de littérature comparée à l'université de Lyon, du sociologue Serge Thion, chercheur au CNRS, contribue à donner le change. Aux Etats-Unis, un professeur d'université, Arthur Butz, auteur d'un

livre intitulé « La supercherie du 20^{ème} siècle », organise en 1979 le premier congrès international « révisionniste », qui aura lieu désormais chaque année. Il crée un « Institut de critique historique », dont le but est de coordonner et diffuser les travaux des négationnistes à travers le monde, au moyen, notamment, d'une publication qui se présente comme une revue savante : *The Journal of Historical Review* (La revue de critique historique).

Rien de nouveau dans l'argumentation. Les mêmes procédés, les mêmes affirmations péremptives se répètent d'un livre à l'autre, d'un pays à l'autre.

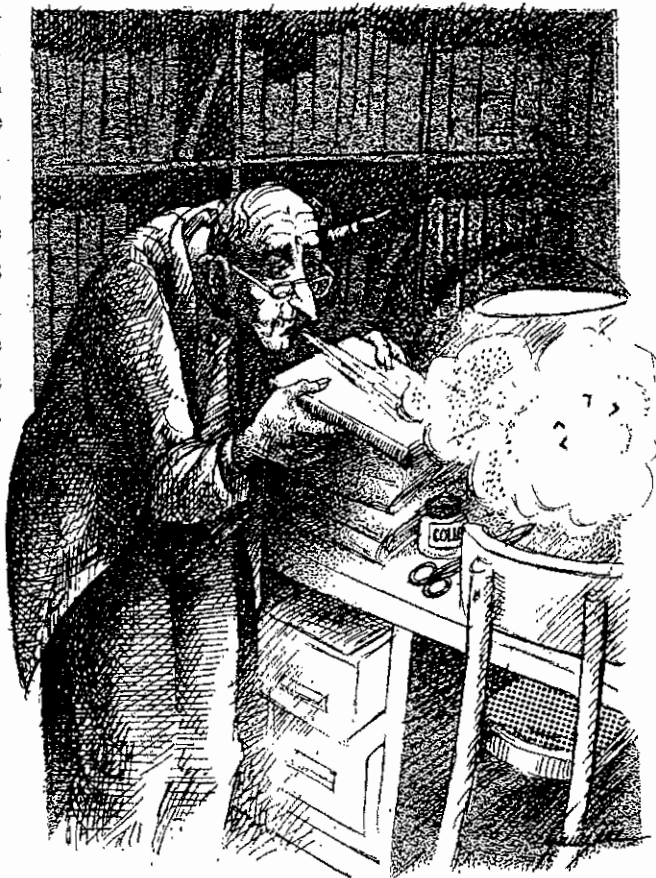
Faurisson se fait valoir en 1978 en reprenant tout bonnement cette phrase parue en 1974 dans le livre allemand de W.D. Rahe, un néo-nazi avéré : « Jamais Hitler n'a ordonné ni admis que quiconque fût tué en raison de sa race ou de sa religion ». Parallèlement, Serge Thion et ses amis de la librairie et maison d'édition « La Vieille Taupe », ont réinjecté dans l'affaire une phraséologie d'ultra-gauche.

Hantés par leur vision schématique du monde, ils estiment, comme Rassinier, et en retard d'une guerre comme lui, qu'il « n'existe aucune différence fondamentale entre les deux camps qui se sont affrontés au cours de la Seconde Guerre Mondiale, donc aucune perversité particulière du national-socialisme » (ainsi l'historien Pierre Vidal-Naquet résume leur conception). Selon eux, le monde occidental, en condamnant le nazisme, excroissance du capitalisme, s'efforce

de faire oublier ses propres nuisances.

D'où la publication, en 1970, du livre « Auschwitz ou le grand alibi », repris d'une brochure éditée en Italie par une secte se réclamant d'un marxisme pur et dur (*Programme communiste*, fondé par Amadeo Bordiga).

Leur positionnement repose sur l'économisme le plus étroit ; Ils affirment que la concentration industrielle et financière, conduisant les capitalistes allemands à liquider « une partie de la petite bourgeoisie », ils ont choisi d'éliminer les juifs, avec l'assentiment de l'autre partie. Est-il besoin de souligner que cette vision des choses n'explique pas pourquoi les transformations économiques entraînant la disparition d'une classe sociale ne se limiteraient pas au terrain économique et exigeraient le massacre des enfants ; elle ignore en outre le rôle du racisme en tant que moyen de division et de diversion pour assurer le pouvoir de la classe dominante, celle-là même qui a porté Hitler au pouvoir et tiré d'énormes profits de sa politique aussi bien intérieure qu'extérieure.



Réduisant la conduite des capitalistes à la recherche de la rentabilité immédiate, ils décident que ceux-ci ne pouvaient se priver délibérément de la main d'oeuvre gratuite des camps. « Ils se résignaient mal, estime Thion, à l'assassinat pur et simple (...) parce qu'il ne rapportait rien ». Sans souci des faits, il précise, dans son jargon : « Il y a sans doute eu des gazages artisanaux, mais la question des méthodes industrielles d'extermination n'est pas traitée d'une façon qui répondrait à toutes les questions que l'on

est en droit de se poser sur le fonctionnement de toute autre entreprise industrielle ».

Sur cette approche toute rhétorique, se greffe un genre de solidarité perverse envers les Palestiniens et le monde arabe, assez courante dans ce milieu, traduisant une hostilité viscérale à l'encontre d'Israël, amalgamé aux juifs de partout et de toujours. Dévoiement qui rencontre, bien sûr, des échos tant au Maghreb qu'au Proche-Orient.

On relève, par exemple, dans le journal marocain *L'opinion*, cette appréciation : « Le nazisme est une création du sionisme. La vérité historique des camps de concentration est à authentifier. Des doutes subsistent quant à leur existence même » (cité par *Le Monde*, 2.6.1982).

La défense adoptée par Jacques Vergès au procès de Barbie (1987) s'apparente à ces orientations. Il stigmatise la partialité de l'Occident, qui sévit durement contre quiconque touche aux juifs, alors que lui-même commet contre les Arabes des crimes non moins odieux, dont les auteurs restent impunis, comme le montre la guerre d'Algérie. C'est sur cette lancée qu'avant le procès Barbie, des articles antisémites ont paru dans la presse algérienne, à côté d'interviews enthousiastes de Vergès.

Le négationnisme, on le voit, s'alimente à des sources variées ; il prospère dans la confusion. Mais autour de La Vieille Taupe et d'Ogmios, autre librairie et centre d'édition néo-nazi, l'unification se réalise sans difficultés. Dès la seconde édition du « Mensonge d'Ulysse » (1954), Rassinier se réfère à Bardèche. Les livres de Rassinier sont réédités par la Vieille Taupe plus de dix ans après sa mort. L'accord est complet sur les fins et les moyens. Tous exploitent le fonds initial de contre-vérités et de sophismes.

Avec son penchant pour les formules à l'emporte-pièce, Faurisson synthétise en une seule phrase le credo qu'ils veulent inculquer, lors d'une émission d'Ivan Levaï, sur Europe 1, le 17 décembre 1980 : « Les prétendues chambres à gaz hitlériennes, le prétendu génocide des juifs forment un seul et même mensonge qui a permis une gigantesque escroquerie politico-financière dont les principaux bénéficiaires sont l'Etat d'Israël et le sionisme international, et dont les principales victimes sont le peuple allemand – mais non pas

ses dirigeants – et le peuple palestinien tout entier ».

Poursuivi par le MRAP et d'autres associations, cette phrase lui vaudra, sept mois plus tard, sa première condamnation pour diffamation raciale (3 juillet 1981).

La riposte des historiens

La France est le seul pays où les négationnistes ont eu accès aux grands médias. C'est l'interview choquante de Darquier de Pellepoix dans *L'Express* du 28 octobre 1978 – sans doute quelque peu arrangée par la rédaction – qui met le feu aux poudres ; sa formule est devenue célèbre : « A Auschwitz on a gazé. Oui, c'est vrai. Mais on a gazé les poux ». Cynique, il ajoute qu'avec leurs histoires à dormir debout, « les juifs ont intoxiqué la terre entière ». Par la même occasion, il rappelle, plutôt qu'il ne révèle, le rôle de René Bousquet dans la déportation des juifs, notamment lors de la grande rafle du 16 juillet 1942.

L'émotion est vive. Deux mois plus tard (29 décembre 1978), *Le Monde* publie un article de Faurisson, accompagné d'une réponse de l'historien Georges Wellers. Les prises de position antagonistes se succèdent en avalanche.

Côté négationniste : réédition coup sur coup par La Vieille Taupe de « Auschwitz ou le grand alibi » (début 1979) et du « Mensonge d'Ulysse » (pour la 6^{ème} fois) ; parution d'un ouvrage collectif concocté par Thion : « Vérité historique ou vérité politique ? » (1980).

L'internationale « révisionniste » s'agite aux Etats-Unis. Une pétition, signée à l'étranger, gratifie Faurisson du soutien de quelques intellectuels de renom qui croient défendre le droit à la recherche indépendante et la liberté d'expression. Parmi eux, le fameux linguiste américain Noam Chomski ; séduit par l'anarcho-marxisme de La Vieille Taupe, il préface sans l'avoir vraiment lu le nouveau livre de Faurisson : « Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire. La question des chambres à gaz » (1980).

En face, articles, dossiers, colloques, livres dissèquent « l'anatomie d'un mensonge », selon le sous-titre de Pierre Vidal-Naquet à son ouvrage « Les assassins de la mémoire » qui regroupera

plus tard (1991) l'ensemble de ses écrits sur la question.

Tous comptes faits, cette façon de réagir a sans doute prémuni l'opinion française contre la tentation d'entrer dans le jeu des prétendus « révisionnistes », de les prendre pour des novateurs de bonne foi, persécutés par les notables de l'intelligentsia conformiste. Les historiens refusent de discuter avec les faussaires ; ils les démasquent, en démontant leurs misérables tripatouillages, en posant avec force les vérités acquises et contrôlées.

Une trentaine d'historiens, connaissant bien la période concernée, donnent au *Monde* (21 février 1979) une déclaration sur « la politique hitlérienne d'extermination » qui met clairement les points sur les i.

Le début est polémique : « Pour soutenir que le Zyklon B n'exterminait que les poux, il faut en réalité admettre en son for intérieur que les Juifs, les Tsiganes, au besoin les Slaves ou les hommes épuisés par leur travail n'étaient précisément que des poux ». Suivent des données précises, que je résume :

1 / « On évalue généralement à 6 millions le nombre de Juifs, à 200 000 le nombre de Tsiganes, à 100 000 le nombre d'Allemands considérés comme héréditairement tarés, exterminés au cours de la guerre ». S'y ajoutent plusieurs millions de Polonais, Russes et d'autres Slaves « dont le nombre devait être artificiellement réduit par la faim, la limitation des naissances ou l'extermination ».

2 / « La matérialité des faits est établie à la fois par le témoignage de milliers de déportés, par les documents administratifs émanant des archives du 3^{ème} Reich (...), par les aveux circonstanciés des bourreaux ».

3 / « Cette politique a connu plusieurs étapes ». Ils énumèrent d'abord les six centres d'extermination, comprenant des chambres à gaz qui ont fonctionné pour supprimer les malades mentaux allemands, du 1^{er} septembre 1939 à août 1941.

4 / Puis, « en prévision de l'attaque contre l'Union Soviétique, Hitler ordonnait l'extermination dans les territoires à conquérir des ennemis raciaux : les juifs, des adversaires idéologiques : les "commissaires" communistes, des éléments "asociaux" : les Tsiganes ».

5 / « Cette extermination fut d'abord essentiellement le fait des détachements spéciaux, les "Einsatzgruppen". Ils ont tué principalement par fusillade, mais aussi à l'aide de camions comportant un dispositif permettant de gazer les occupants ». Le nombre des victimes peut s'évaluer alors à deux millions.

6 / En raison de difficultés psychologiques et des problèmes de rendement, le camp d'Auschwitz (créé en 1940, sur le territoire polonais annexé par l'Allemagne) a été aménagé pour l'extermination par le gaz en juin 1941 et cinq autres camps également dotés de chambres à gaz ont été créés sur le territoire polonais : Chelmo, Belzec, Sobibor, Treblinka, Maidanek.

7 / Sont cités les témoignages du SS Kurt Gerstein, qui tenta en 1942 d'alerter les autorités civiles et religieuses et qui a décrit aux autorités françaises, après son arrestation (26 avril 1945) la sélection et le gazage à Belzec ; de Rudolf Hoess, commandant d'Auschwitz, sous les ordres directs de Himmler, qui estime à 2 millions et demi le nombre des gazés dans ce camp ; ou encore un discours de Heydrich, ministre de la police, devant des hauts fonctionnaires, expliquant ce qu'il nomme « la solution finale du problème juif ».

8 / Les installations meurtrières d'Auschwitz ont été détruites sur ordre d'Himmler en novembre 1944 ; celles des autres camps de Pologne l'avaient été un an auparavant, à l'exception de Maidanek.

9 / « Un témoignage, un document peuvent toujours être suspectés. La critique des textes est une des règles fondamentales de notre profession », observent les historiens. Mais, ajoutent-ils, « il n'est pourtant pas possible de suspecter un ensemble gigantesque de témoignages concordants, émanant de personnes de toutes les professions, de tous les niveaux d'instruction, témoignages qui, pour nombre d'entre eux, ont été produits en justice au cours de procès, où l'on a vu les magistrats, y compris les magistrats allemands, se faire de plus en plus exigeants quant à la qualité des preuves ».

10 / Leur conclusion : « Il ne faut pas se demander comment, techniquement, un tel meurtre de masse a été possible. Il a été possible techniquement puisqu'il a eu lieu. Tel est le point de départ obligé de toute enquête historique sur ce

sujet. (...) Il n'y a pas, il ne peut y avoir de débat sur l'existence des chambres à gaz ».

La tactique négationniste

Au regard de ces données objectives, soumises à l'examen critique prudent et ferme qu'implique toute démarche scientifique, comment s'y prennent les négationnistes pour semer le doute, pour obscurcir ce qui est clair ? Pierre Vidal-Naquet, entre autres, a minutieusement étudié leurs tactiques.

1 / D'abord, ils récusent en bloc les témoignages des juifs, par essence tendancieux et inspirés par l'appât du gain ; des autres déportés, en proie à la douleur et sous influence ; des Soviétiques, coutumiers des procès truqués, et des Polonais, agissant sous leur contrainte ; enfin, des nazis, dont les aveux seraient le résultat de la pression des vainqueurs et qui veulent sauver leur peau. Quant aux documents, ils ne peuvent qu'avoir été trafiqués (discours secrets de Himmler, Journal de Goebbels, instruction et déroulement du procès d'Eichmann). Ou bien, simplement, ils les ignorent.

2 / Quand ils traitent d'un témoignage ou d'un document, choisis par eux, ils les rejettent en entier, s'ils ne leur conviennent pas, en chipotant sur des contradictions apparentes (ou réelles), sur des imprécisions ou des erreurs qui n'en modifient pas le caractère. Par exemple, Faurisson fait grand bruit autour d'un témoignage recueilli par les Anglais, où une faute de frappe ou d'audition transforme Belzec en Wolzek, alors que le camp est situé à son emplacement authentique. Pour lui et ses acolytes, le Protocole de Wannsee (20 janvier 1942) qui met en place la procédure accélérée de l'extermination des juifs, est « peu fiable parce que pas signé ». D'ailleurs, disent-ils, il n'existe pas d'ordre écrit signé par Hitler, concernant l'extermination.

3 / Ils prennent à la lettre les textes nazis qui utilisent un langage codé : « solution finale », « traitement spécial », « action spéciale », «...seront traités en conséquence », mais évitent ceux qui leur donnent un sens concret. Aux nombreuses descriptions de ce que les nazis appelaient la « sélection », lors de l'arrivée au camp, ils répondent que les « sélectionnés » étaient envoyés dans

des camps de repos, sans se préoccuper de retrouver leur trace.

4 / Selon les besoins, ils modifient la traduction des mots allemands. Pour Faurisson, le même mot (Vergasung) signifie « gazage » quand un historien allemand dit qu'il n'y en a pas eu à Dachau et « chambre de carburation » dans un document de l'époque nazie sur les chambres à gaz.

5 / Ils donnent des explications bien à eux pour étayer leurs théories. Par exemple, ils attribuent l'hécatombe des détenus dans les camps, pour l'essentiel au typhus. Dans son Journal, où il décrit les sélections et les gazages à Auschwitz, le médecin SS Johann Paul Kremer rapporte la métaphore énoncée par un autre SS voulant exprimer l'aspect apocalyptique de ce qu'ils voient et disant : « Nous nous trouvons ici à l'anus du monde ». Pour Faurisson, c'est une allusion à la diarrhée qui affecte les déportés.

6 / Ils répète indéfiniment des affirmations mensongères qui passent d'un livre à l'autre, même une fois démenties, comme un prétendu rapport de l'ONU, réduisant sensiblement le nombre des victimes et qui n'a jamais existé.

7 / Faurisson s'appesantit longuement sur « l'impossible fonctionnement » des chambres à gaz, telles qu'elles sont décrites à la fois par les témoins et les documents relatifs à leur construction et le mode d'emploi fourni par les entrepreneurs, ou encore sur « l'impossible » utilisation du gaz Zyklon B. Il tranche, catégorique : « C'est une impossibilité physique et chimique » passant outre aux comptes rendus et aux expertises. La découverte de traces de cyanure dans les cheveux et les vêtements ne le convainc pas : il renvoie au procès de Marie Besnard, où l'analyse des restes de ses supposées victimes n'a pu démontrer à coup sûr sa culpabilité.

8 / En gros, ils ne partent pas des faits, mais procèdent par raisonnement abstrait, pour conforter à tout prix une idée préconçue, ajoutant au fur et à mesure des affirmations et des dénégations nouvelles en réponse aux objections qu'ils rencontrent.

Dans son article « Les redresseurs de morts » publié par *Les Temps Modernes* en juin 1980, Nadine Fresco rapproche cette incessante fuite en avant d'un comportement décrit par Freud, illus-

trant la mauvaise foi : « A. a emprunté à B. un chaudron de cuivre. Lorsqu'il le rend, B. se plaint de ce que le chaudron a un grand trou qui le met hors d'usage. Voici la défense de A. : « 1°) Je n'ai jamais emprunté de chaudron à B. 2°) Le chaudron avait un trou quand je l'ai emprunté. 3°) J'ai rendu le chaudron intact ». Argument supplémentaire de A. proposé par Vidal-Naquet : « C'est moi qui ai prêté un chaudron à B, et il était intact ».

Répression et récurrences

Après le paroxysme de la période 1978-80, les négationnistes se sont trouvés rejetés dans leur milieu naturel, celui de l'extrême droite crasse. Leurs menées souterraines affluent de temps en temps et suscitent des réactions énergiques, mais leur rouerie ne reste probablement pas sans effets dans les secteurs où le désarroi, les frustrations affaiblissent l'esprit critique et donnent toutes leurs chances aux provocations racistes.

Le 15 juin 1985, toujours désireux d'obtenir frauduleusement des cautions flatteuses, ils parviennent à faire admettre une thèse de leur cru à l'université de Nantes. Selon la méthode classique, il s'agit de jeter le doute sur les faits rapportés par le SS Kurt Gerstein, chrétien et contestataire, sur le camp de Belzec, en montant en épingle des différences ou des contradictions mineures dans ses témoignages successifs. Pas question, bien entendu, ni du contexte, ni d'autres témoignages qui corroborent le sien.

L'impétrant, Henri Roques, dont le travail ne correspond évidemment pas aux critères requis en pareil cas, bénéficie de l'extraordinaire bienveillance d'un jury sur mesure, non qualifié, qui avait trompé la vigilance de l'administration et des enseignants. Le scandale éclate bientôt ; un an plus tard (3 juillet 1986), après enquête, la soutenance est annulée par le ministre de l'Éducation nationale. Parmi les participants à cette conjuration, il y avait un professeur de Lyon, membre d'un comité de soutien à Le Pen (Jean-Paul Allard, germaniste). Le 13 septembre 1987, c'est Le Pen en personne qui apporte sa contribution à l'entreprise négationniste, au cours d'une émission sur RTL (Grand Jury RTL-*Le Monde*). On en a surtout retenu un mot. Pour mieux comprendre sa démarche, il faut rappeler l'ensemble du propos.

Interrogé sur le génocide hitlérien, Le Pen répond : « Je me pose un certain nombre de questions. Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un point de détail de la 2^{ème} Guerre Mondiale ». Comme le journaliste (Paul-Jacques Truffaut) s'étonne : « Six millions de morts, c'est un point de détail ? », il s'emballé : « Voulez-vous me dire que c'est une vérité révélée à laquelle tout le monde doit croire, que c'est une obligation morale ?... Je dis qu'il y a des historiens qui débattent de ces questions ». Avec son talent de vulgarisateur, le leader du Front national se range sans ambiguïté dans la ligne de Faurisson.

Le procès de Klaus Barbie venait de se terminer (11 mai / 4 juillet 1987), excitant des désirs de revanche. Cette année-là, sont créées plusieurs revues négationnistes : *Annales d'Histoire révisionniste*, *Révision*, *Nouvelle Vision*, *Revue d'Histoire révisionniste* (animée par Roques), *Revue d'Histoire non-conformiste*, *Revue d'Histoire revue et corrigée*. Un ouvrage paraît sous le titre : « L'Holocauste au scanner ». Des lettres, imitant les documents officiels de l'Éducation nationale, sont adressées aux proviseurs de lycées et aux professeurs d'histoire, les invitant à introduire dans les cours « des arguments d'ordre scientifique » au sujet de l'existence présumée des chambres à gaz. Décidément, les faussaires ne ralentissent pas leurs efforts, ne reculent devant aucun moyen !

Datée d'août 1979, mais parue en janvier 1980, une revue universitaire lyonnaise, *Economie et Société*, publie une étude d'un maître de conférences, Bernard Notin, sur « le rôle des médias dans la vassalisation nationale ». Dénonçant ce qu'il nomme la « prépondérance de l'irréel », il donne en exemple les « chambres à gaz homicides ». Il écrit : « Les preuves proposées pour en démontrer l'existence évoluent au gré des circonstances et des époques, mais s'extraient d'une boîte à malice qui comprend trois tiroirs. Tout en bas : la visite des locaux (peu crédible). Au milieu : les affirmations des vainqueurs (elles ont existé). En haut, les on-dit (histoire de l'homme qui a vu l'homme qui...). Au total, on postule l'existence et qu'importe la

réalité de cette réalité. On reconnaîtra là le fondement de toute tyrannie ».

Sous l'habillage sociologique, Notin ne peut s'empêcher, comme ses semblables, de glisser sa marchandise antisémite, car c'est bien là le véritable but. Il parle d'une « coterie judaïque », des « platitudes ahanées par le Nobel's band en villégiature à Paris à l'initiative de l'entourage juif du président ». Dans le style lepénien, il fustige le « bazar multiracial », les « groupes de pression mondialistes ».

Sanctionné au plan académique, ses cours sont suspendus, tandis qu'il est condamné en justice sur plainte du MRAP en première instance (11 juillet 1990) et en appel (27 mars 1991).

Entre temps, le Parlement a voté ce qu'on nomme la Loi Gayssot, loi du 13.7.1990. Elle introduit notamment dans la Loi de 1972 le délit de contestation des crimes contre l'humanité, tels qu'ils sont définis par le statut du Tribunal de Nuremberg, et qui ont été commis soit par les membres d'une organisation déclarée criminelle par le dit statut, soit par une personne reconnue coupable de tels crimes par une juridiction française ou internationale. Elle permet aux associations de déportés de se constituer parties civiles.

Jusque-là poursuivis pour l'antisémitisme inclus dans leur discours, les négationnistes peuvent l'être désormais pour l'escamotage délibéré d'une donnée majeure de l'histoire contemporaine, mettant en cause les valeurs fondamentales de notre civilisation.

Procès, mesures administratives, travail des historiens, informations et mises en garde multipliées par les associations antiracistes se combinent alors pour démasquer et marginaliser leurs machinations.

Faurisson est condamné, fin 1990, en même temps que les responsables de la publication, après la parution d'une interview dans *Le Choc du Mois*, où il s'élevait contre la « mafia cosmopolite » qui « possède en France le pouvoir réel » et qui « contrôle (...) tous les moyens importants d'expression et de diffusion des idées, des opinions et des sen-



timents ». Nouvelle condamnation le 6 septembre 1993 avec l'hebdomadaire *Rivarol* cette fois.

Pierre Guillaume est condamné en tant que directeur de la revue *Annales d'Histoire révisionniste*. Le responsable du mensuel *Révision*, Alain Guionnet, écope au total 19 mois de prison ferme en quatre procès (1990-1991).

La *Revue d'Histoire révisionniste* étant interdite d'exposition par un arrêté ministériel du 2 juillet 1991, un contrevenant, libraire à Bordeaux, est frappé d'une amende (15 mars 1994) et 46 exemplaires sont saisis.

Ces diverses mesures répressives entraînent parfois des conséquences financières. La *Revue d'Histoire révisionniste* interrompt sa parution en 1992, *Le Choc du Mois* à l'automne 1993. La librairie Ogmios, en faillite, ferme en septembre 1993 ; mais en novembre elle rouvre dans une rue voisine sous un autre nom.

Si bien que, voulant à la fois faire passer les négationnistes pour des martyrs de la vérité, et se donner une couverture pseudo-humanitaire, d'astucieux supporters mettent sur pied le 9 novembre 1992 l'ANIV, Amnistie Nationale Pour les Internés Victimes... de la Loi Gayssot, qui est dissoute par les juges de Fontainebleau le 21 septembre 1994. Son but déclaré, anodin au possible, était : « Ouvrir un débat contradictoire et mener une enquête scientifique sur la question des chambres à gaz homicides durant la seconde Guerre mondiale » et « Obtenir la réhabilitation des personnes poursuivies pour leur incrédulité sur ces faits ».

La Commission nationale consultative des Droits de l'Homme en déduit, sans doute hâtivement, « la désorganisation et l'éclatement de la mouvance ultra-nationaliste » (1992). Elle signale d'autre part les connivences entre les groupes présentant une façade intellectuelle et les groupes ouvertement pro-nazis : « Des agents de liaison assurent (...) la synergie internationale entre révisionnistes, anciens collaborateurs et organisations d'extrême droite » (1993).

Que faire ?

Il reste que mieux seront connues les réalités du nazisme, et moins les mensonges négationnistes auront de chances de duper l'opinion. Une action en profondeur, préventive, s'impose, dont

nous devons mesurer l'urgence. Sous le camouflage d'une saine et libre contestation des idées reçues, le piège tendu peut se montrer efficace. A partir d'une élaboration théorique, conçue, adaptée et martelée depuis un demi-siècle, nous voyons à l'oeuvre l'antisémitisme post-nazi, le plus ignoble qu'on puisse imaginer, cheminant sur la seule voie où il ait quelque espoir de subsister après l'effondrement de 1945.

Car, dans les consciences de notre temps, la mémoire du crime de génocide est sans doute le principal verrou fermant le passage aux doctrines et aux pratiques racistes. Or les négationnistes s'escriment à le briser. Non seulement ils veulent effacer le génocide de la mémoire collective, mais ils en font une arme supplémentaire, ajoutée à l'arsenal des calomnies contre les juifs.

Par un stupéfiant retournement, alors qu'il faudrait à tout jamais discréditer les bourreaux, ce sont les victimes qu'ils clouent au pilori, qu'ils vouent à nouveau à ces haines mortelles, déjà tragiquement éprouvées, pourquoi ? si ce n'est encore avec des intentions criminelles

Certes, les médias ont souvent reconstitué avec sérieux les événements de 1945, donné des images frappantes de l'horreur qui a été alors supprimée grâce aux combats des peuples. Mais les dirigeants français ? Place de l'Etoile, la manifestation officielle télévisée, entre grands de ce monde, était une commémoration sans remémoration. A Berlin, à Moscou, notre président sortant s'est employé à gommer, au nom de l'Europe, tout ce qui pouvait évoquer la nature du conflit de 1939-45 et donc du nazisme. Il assimile la 2^{ème} Guerre mondiale à celle de 14 / 18, pour la présenter comme une regrettable querelle de famille entre Européens mal inspirés, qui doivent jurer de ne plus recommencer.

Dans son allocution de Berlin, il s'est interrogé : « Victoire pour qui ? défaite pour qui ? » ne voulant voir dans le 8 mai 1945 qu'une « victoire de l'Europe sur elle-même ».

A vrai dire, il se situait dans la continuité. Dès le lendemain du conflit, la guerre froide, en fracturant le front des vainqueurs, rendait un rôle actif, sous la bannière de l'Occident aux maîtres de l'économie allemande, aux militaires, aux cadres politiques et administratifs dévoués au système

déchu. Il aurait été contre-productif de les humilier en rappelant constamment leur défaite. L'alliance ainsi nouée se fondait sur l'oubli programmé de cette date, dût le peuple allemand être privé de la réflexion indispensable sur son passé récent.

A la veille du 30^{ème} anniversaire (1975), le président Giscard d'Estaing annonce que le 8 mai ne sera plus férié, que les deux guerres mondiales seront commémorées ensemble le 11 novembre. Tentative avortée.

AU 40^{ème} (1985), le chancelier Kohl et le président Reagan, réunis au cimetière de Bitburg, fleurissent les tombes des SS, considérés comme de banals soldats tombés au champ d'honneur.

L'année précédente, c'est à Verdun que les chefs d'Etat français et allemand avaient choisi de poser, main dans la main, pour une photo symbolisant la réconciliation des deux pays.

S'il y a des « assassins de la mémoire », il y a aussi ceux qui la séquestrent, l'étouffent, la torturent, la mutilent. Le devoir de mémoire, fréquemment invoqué, ne consiste pas seulement à honorer les morts d'hier, mais à empêcher que d'autres innocents subissent le même sort aujourd'hui et demain. Pour tirer du passé les leçons, les avertissements nécessaires, on ne saurait s'en tenir aux incantations, à la répulsion ou au sentiment de culpabilité : il faut, le plus lucidement possible, comprendre et expliquer pourquoi et comment tout cela est arrivé.

Les négationnistes, à travers leur argumentation fallacieuse, ambitionnent de prouver la véracité des mythes racistes qui forment le socle de leur propagande. Le combat pour anéantir leurs bobards, leurs ruses, leur intox, l'obscurantisme qu'ils entretiennent, ne se sépare pas de celui qui attaque tous les aspects du racisme, tous les viols de la raison.

Le négationnisme ne se manifeste pas uniquement à propos des crimes nazis.

Prenons, par exemple, le génocide des Arméniens en Turquie, en 1915. Hitler disait qu'au bout de quelques années, on oublierait la disparition des juifs, de même qu'on ne parlait plus de la population arménienne décimée.

Que de coupables réhabilités, de cris de douleur étouffés au cours des siècles jusqu'à

maintenant ! Il a fallu attendre 50 ans pour que certains grands médias rendent compte du massacre de Sétif, prélude sanglant à la guerre d'Algérie, déclenché le jour de la capitulation du 3^{ème} Reich. Et les autres exactions du colonialisme, sur tous les continents ?

Longtemps après, il advient que des dirigeants actuels sollicitent le pardon des peuples pour les actions blâmables commises par leurs prédécesseurs. L'Empereur du Japon s'excuse pour l'invasion et l'occupation d'une partie de l'Asie pendant la 2^{ème} Guerre mondiale. En 1992, le Pape s'est excusé auprès des Indiens d'Amérique pour le sang versé 500 ans plus tôt.

Récemment, il a exprimé ses regrets pour l'attitude des chrétiens face au nazisme, les Eglises allemandes également. Mais M. Kohl n'en est pas encore là. Les gouvernements français non plus pour ce qui est de la guerre d'Algérie, et même de Vichy.

Des négationnistes, ouverts ou sournois, plus ou moins consensuels, germent sous nos yeux : au Rwanda, dans l'ex-Yougoslavie, en Argentine, dans le Kurdistan turc ou irakien, partout où le totalitarisme se réclame de la religion, de la race, de la nation, voire de la démocratie, où de sordides intérêts prétendent servir la justice, qu'en fait ils méprisent souverainement.

Depuis toujours, les citoyens qui réagissent aussitôt que les droits et la dignité des humains sont bafoués, prennent des risques. Dans tous les cas, les autorités, la majorité passive de la société les tiennent pour des marginaux irrécupérables, stupides, sectaires, subversifs. Quand la vérité prévaut, il est trop tard. Concernant la mémoire du passé comme les réalités du présent, contre tous les négationnistes, il faut savoir être subversifs.



**Commission « lutte
contre l'antisémitisme
et le néo-nazisme »**

Éléments d'actualisation

Le mot négationnisme est de loin préférable à celui de révisionnisme ; car il ne s'agit pas de réviser une interprétation sujette à controverse, et encore moins de corriger un mensonge (cf. la déclaration de François Bédarida au journal *Le Monde* du 5 mai 1996).

Ce qui est visé c'est au moins l'édulcoration ou la minimisation des crimes effroyables commis par le nazisme. La tâche est sans doute facilitée par l'éloignement des événements, et la disparition physique de ceux qui y ont participé du côté nazi. Ce qui avait commencé sotto voce avec Rassinier en 1950 s'est amplifié et Richard Harwood.

Cette campagne de négation a été mise à l'avant de l'actualité dans le courant des années quatre-

vingt. Le Pen avec son détail a catalysé et popularisé une campagne à grande échelle qui vise, avec des arguments soi-disant objectifs, à fabriquer de toutes pièces une nouvelle histoire du génocide ou plutôt une non histoire du génocide.

Des universitaires comme Faurisson et Rocques répètent depuis de longues années que les chambres à gaz n'ont pas existé ou qu'il n'y a pas eu de politique d'extermination des juifs.

Ils ont été condamnés par la justice grâce en particulier à l'action du MRAP, mais cela n'a pas empêché leurs thèses de continuer à être divulguées, non seulement à travers l'extrême droite mais aussi avec l'appui de la très active fraction d'une prétendue extrême-gauche libertaire représentée par la librairie de la « Vieille Taupe » et ses animateurs tels que Pierre Guillaume ou Serge Thion et avec le soutien d'intellectuels tels que le linguiste Noam Chomsky, l'arabisant Vincent Monteil et maintenant Roger Garaudy.

Les récentes assertions de Garaudy n'apportent rien par rapport aux autres publications liées au négationnisme mais compte tenu des qualités de son auteur (intellectuel, universitaire, ancien membre du bureau politique du parti communiste), il

risque de constituer un vecteur supplémentaire dans cette campagne de banalisation des crimes du nazisme.

Chronologie sommaire du négationnisme en France

- 1950 : Paul Rassinier « Le mensonge d'Ulysse ».
- 1976 : Parution en français du « Mensonge d'Auschwitz » de Thies Christophersen. Ce texte a été diffusé par les bons soins d'un membre du FN assassiné depuis : François Duprat.
- 1978 : Déclaration d'un des auteurs de la grande rafle du Vel'd'Hiv, Darquier de Pellepoix à l'Express « A Auschwitz on n'a gazé que des poux ».
- 1978 : Mise sur la place publique des premiers écrits de Faurisson. Un article au journal *Le Monde* de Faurisson contribue à populariser l'idéologie négationniste.
- 1979 : Congrès révisionniste qui offre 50 000 dollars états-uniens à qui ferait la preuve de l'existence des chambres à gaz.
- 1980 : Serge Thion « Vérité historique ou vérité politique? »
- 1986 : Thèse d'université de Rocques finalement invalidée par le ministre de l'éducation Devacquet. Chose curieuse, Yves Durand, alors vice-président de l'UNI et conseiller de Chirac pour les questions universitaires aurait assisté à la soutenance de cette thèse.
- 1986 : « Le mythe d'Auschwitz » de Wilhelm Staglich est à la disposition des étudiants à la bibliothèque universitaire de Perpignan alors que cet ouvrage est interdit en RFA.
- 1987 : J-M. Le Pen déclare au grand jury RTL et au journal *Le Monde* que « l'existence des chambres à gaz dans les camps de concentration constitue un point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale ». Ces propos seront confirmés dans un entretien au *Quotidien de Paris*.
- 1989 : Bernard Notin, universitaire lyonnais, membre du GRECE, publie un article violemment négationniste dans une revue subventionnée par le CNRS, *Economie et société*.
- 1990 : Le périodique *Révision* publie le « Protocole des sages de Sion » ; la même année Pierre Guillaume, directeur de la « Vieille Taupe » com-

met un dossier « Révisionnisme » dans le journal fasciste *Troisième Voie* ; (ce dernier périodique édité entre autres des textes de Drumont, Mussolini ou Gobineau). Rappelons au passage que Guillaume a pour avocat Delcroix, membre actif de « Troisième Voie » et par ailleurs ancien avocat de la FANE et des FNE dont les noms ont souvent été cités lors de l'attentat de la rue Copernic.

- 1996 : Publication du livre de Garaudy « Les mythes fondateurs de la politique israélienne ».

Le mensonge négationniste en résumé

Négation du génocide et de son instrument : les chambres à gaz. La « solution finale » n'a été que le refoulement des juifs vers le pays d'origine comme les Français ont en 1961 rapatrié les « Algériens » vers leur « douar d'origine ». Le chiffre des victimes juives de la seconde guerre mondiale est surévalué (1 à 2 millions en réalité) : leur mort serait due à des faits de guerre et particulièrement aux bombardements alliés. L'Allemagne hitlérienne ne porte pas la responsabilité majeure de la guerre. Elle la partage en particulier avec les juifs et les sionistes. L'ennemi majeur de l'humanité pendant la seconde guerre mondiale n'est pas l'Allemagne nazie mais l'URSS de Staline. Le génocide est une invention des juifs et des sionistes.

La pseudo-méthode négationniste. Un témoignage juif est un mensonge ou une affabulation. Tout témoignage, tout document antérieur à la libération est un faux car résultant d'une rumeur ou « miraculeusement retrouvé ». Tout document qui renseigne sur les méthodes des nazis est faux ou trafiqué. Tout document nazi est sous interprété ou ignoré. Tout témoignage de repentis allemands postérieur à la libération est considéré comme obtenu sous la torture (ex. le rapport Gernstein). Argument technique et chimique montrant l'impossibilité des chambres à gaz. Le Zykon B est un solide alors que l'acide cyanhydrique est un gaz ! (Mais ce qu'on évite de rappeler c'est qu'un gaz peut être absorbé sur un solide). La preuve par excellence : en allemand Vergasungskeller veut dire « chambre de combustion » et non « chambre à gaz » donc il ne s'agit que des moyens de chauffage des camps.

« Tous nous devons savoir, ou nous souvenir que lorsqu'ils parlaient en public Hitler et Mussolini étaient crus, applaudis, admirés, adorés comme des dieux. C'étaient des "chefs charismatiques", ils possédaient un mystérieux pouvoir de séduction qui ne devait rien à la crédibilité ou à la justesse des propos qu'ils tenaient mais qui venait de la façon suggestive dont ils les tenaient, à leur éloquence, à leur façon d'histriens, peut-être innée, peut-être patiemment étudiée et mise au point. Les idées qu'ils proclamaient n'étaient pas toujours les mêmes et étaient en général aberrantes, stupides ou cruelles ; et pourtant ils furent acclamés et suivis jusqu'à leur mort par des milliers de fidèles. Il faut rappeler que ces fidèles, et parmi eux les exécuteurs zélés d'ordre inhumains, n'étaient pas des bourreaux-nés, ce n'étaient pas – sauf rares exceptions – des monstres, c'étaient des hommes quelconques. Les monstres existent, mais ils sont trop peu nombreux pour être vraiment dangereux ; ceux qui sont vraiment dangereux, ce sont les hommes ordinaires, les fonctionnaires prêts à croire et à obéir sans discuter, comme Eichmann, comme Höss, le commandant d'Auschwitz, comme Stangl, le commandant de Treblinka, comme vingt ans après, les militaires français qui tuèrent en Algérie, et comme, trente ans après, les militaires américains qui tuèrent au Viêt-Nam. Il faut donc nous méfier de ceux qui veulent nous convaincre par d'autres voies que par la raison, autrement dit des chefs charismatiques : nous devons bien peser notre décision avant de déléguer à quelqu'un d'autre le pouvoir de juger et de vouloir à notre place. (...)

Bien entendu, cette recette est trop simple pour pouvoir s'appliquer à tous les cas : il se peut qu'un nouveau fascisme, avec son cortège d'intolérance, d'abus et de servitude, naisse hors de notre pays et y soit importé, peut-être subrepticement et camouflé sous d'autres formes ; ou qu'il se déchaîne de l'intérieur avec une violence capable de renverser toutes les barrières. Alors, les conseils de sagesse ne servent plus, et il faut trouver la force de résister : en cela aussi, le souvenir de ce qui s'est passé au cœur de l'Europe, il n'y a pas si longtemps, peut être une aide et un avertissement. »

Primo Levi

Extrait de l'appendice (rédigé en 1967) pour la réédition de « Si c'est un homme » publié initialement en 1947. Editions Julliard, 1987